

**M. Korchinski:** Monsieur l'Orateur, je suis certain que d'autres députés de ce parti donneront leurs propres explications dans le courant de la journée.

**L'hon. M. Lang:** Allons donc!

**M. Korchinski:** Je souscris pleinement à l'affirmation selon laquelle la politique gouvernementale passée, présente et à venir a pour objectif d'aggraver la situation économique de l'Ouest. Peut-être le gouvernement est-il quelque peu embarrassé à la pensée que la réaction des provinces fera apparaître des faiblesses dans ses projets et qu'il sera possible d'en discuter en détail.

Voyons la situation des gares de chemin de fer dont la fermeture est prévue. Ma circonscription ne comporte aucune grande ville, mais elle renferme cependant plusieurs collectivités d'importance appréciable telles que Preeceville et Carrot River dont la population se situe entre 2,500 et 3,000 habitants. Leur niveau d'activités économiques était élevé mais, à la suite des politiques mises en application par le gouvernement au long des années, les compagnies de chemin de fer ont abouti à la conclusion que ces gares devaient être supprimées. Rien à l'horizon n'indique que le gouvernement intercédera au nom de ces collectivités. Le reste des localités moins peuplées se sont toutes vu supprimer leur service ferroviaire. Dans ma circonscription, on peut circuler pendant 50 ou 60 milles sans trouver une gare. Voilà où nous en sommes à cause de la politique gouvernementale ou de son absence de politique.

Je me demande pourquoi la motion ne prévoit que 100 millions de dollars car j'estime cette somme inacceptable. Si nous voulons ramener l'agriculture de l'Ouest à son état antérieur et la rendre viable et lui permettre de survivre quelque temps, il faut que nous adoptions certaines des politiques recommandées par la Commission. Il est indispensable d'injecter de plus fortes sommes dans cette économie, sous une forme ou une autre. Pas plus tard que ce matin, au cours d'une réunion du comité, on nous a indiqué la somme versée aux termes d'un programme, soit environ 250 millions de dollars. C'est ce chiffre auquel a abouti le ministère. Ces 100 millions sont tout à fait inacceptables considérant que certaines des politiques du gouvernement sous-entendent un abandon total de ses responsabilités.

Je songe à l'accumulation des stocks d'uranium, à l'aide aux mines d'or et à des compagnies comme la Ford du Canada. Voilà des industries qui ont fait appel au gouvernement et ont reçu de l'aide. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement renonce aujourd'hui à ses responsabilités envers l'agriculture. La chose est manifeste, à en juger d'après le montant relativement modeste qu'il serait disposé à payer et les sommes considérables dépensées pour d'autres programmes. Ces programmes ne sont pas tous nouveaux, mais ils attestent de l'abandon des programmes actuels, qui avaient servi à quelque chose.

Quelles que soient les mesures présentées à la Chambre, vient un moment où, je suppose, des amendements et des modifications s'imposent, mais je ne comprends pas comment le gouvernement peut renoncer à une politique qui avait eu pour effet d'injecter des fonds en espèces dans l'économie de l'Ouest. La nécessité de fonds de ce

[M. l'Orateur.]

genre s'est sûrement faite sentir, ces trois ou quatre dernières années, beaucoup plus que durant les cinq ou six années précédentes.

Il y a trois ans, je m'en souviens, nous avons eu une récolte largement déficitaire par suite du gel. L'assèchement du grain humide suscita de nouvelles dépenses aux fermiers. Non seulement leurs recettes étaient-elles réduites à cause de la qualité inférieure du grain, mais il leur fallait encore payer les frais du séchage et de l'entreposage du grain. Nous avons fait appel au gouvernement à l'époque, pour qu'il nous aide d'une façon ou d'une autre à nous tirer d'une aussi pénible situation. Mais ce n'est pas tout. Nous nous sommes rendu compte qu'à cause de maladresses les navires attendaient leurs chargements dans les ports. Il n'y avait pas suffisamment de grain et quelques navires durent retourner sans cargaison. Tout cela était le résultat de la planification du gouvernement.

Le chiffre des ventes de grain de l'an dernier était le plus bas depuis 15 ans, ce qui n'a pas aidé à renflouer l'économie de l'Ouest. Cette année, il y a eu quelques ventes de grain et il faut songer au résultat. Les gens sont portés à faire des comparaisons et quand ils entendent parler de ventes de grain, ils jugent de la situation du point de vue des quotas. Le ministre a parlé des contingents. Nous aurons, nous dit-il, un contingent de huit boisseaux. Mais, aujourd'hui, le contingent de huit boisseaux pour le grain équivaut au contingent de cinq ou de six boisseaux d'il y a quelques années. Les données qui servent aujourd'hui à calculer les quantités de grain sont tout à fait différentes.

• (12.50 p.m.)

Il y a eu également le programme LIFT. A l'époque, le gouvernement s'est empressé de faire courir le bruit,—et c'est un jeu auquel il s'adonne volontiers,—que cela représenterait environ 140 millions de dollars. Et le gouvernement s'étonne d'entendre les cultivateurs se plaindre alors qu'ils doivent recevoir 140 millions. Le programme est en vigueur depuis assez longtemps mais les versements n'atteignent, au total, que près de 53 millions.

Le gouvernement cherche maintenant à faire adopter plusieurs autres projets, notamment le bill C-244. Il n'y aura plus de contingent initial. Il est intéressant de noter qu'en 1968-1969, les versements ont dépassé 100 millions, montant qui provenait effectivement du Fonds du revenu consolidé. Cette année, comme l'a maintes fois signalé le chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis), si l'on tient compte des conséquences de la perte de cet entreposage, le montant sera d'environ 40 millions.

Il n'est pas très exact de parler de 100 millions au sujet de cette motion et de l'autre projet de loi, alors qu'en réalité le montant versé sera bien inférieur, probablement de l'ordre de 40 millions. En outre, dans les années à venir l'entreposage créera d'autres complications. Au stade de la planification, des discussions ont eu lieu avec les compagnies d'élevateurs au sujet de l'élimination possible de certains entrepôts, car le gouvernement ne considère plus les stocks de grain comme un actif. Les cultivateurs, afin de gagner ou, si vous préférez, d'épargner le plus possible, tenteront de réduire leurs stocks. A cet égard, le gouvernement se soustrait à sa responsabilité et, en définitive, nous avons perdu des postes dans de nom-